**Remplacement et extensions ordinaires des réseaux
des Services industriels pour l'exercice 1999**

Préavis n° 63

Lausanne, le 8 octobre 1998

Madame la présidente, Mesdames et Messieurs,

1. Objet du préavis

Par le présent préavis, la Municipalité sollicite un crédit d'investissement du patrimoine administratif de 15'700'000 francs pour couvrir les frais de remplacement et d'extension des différents réseaux de distribution des Services industriels (SI) lors de l'exercice 1999.

2. Préambule

Par extensions ordinaires, il faut entendre l'ensemble des travaux accomplis annuellement sur les réseaux de distribution (gaz, chauffage urbain, eau, électricité) et qui peuvent se résumer comme suit :

- remplacement d'installations vétustes ou de calibre insuffisant ;
- modifications et prolongements de tracés ;
- pose de nouvelles conduites.

**3. Situation au 31 juillet 1998 (à titre indicatif)
des crédits accordés par le Conseil communal
pour les extensions ordinaires 1997**

Réseaux	Entretiens prévus au budget 97	Crédits accordés le 11.12.96	Totaux	Sous-crédits demandés	Nombre de chantiers	Dépenses effectives
	fr.	fr.	fr.	fr.		fr.
Gaz	2'020'000.-	4'500'000.-	6'520'000.-	6'520'000.-	66	6'034'019.85
Chauffage urbain		2'700'000.-	2'700'000.-	2'606'000.-	25	2'325'817.16
Eau	3'485'000.-	4'000'000.-	7'485'000.-	7'485'000.-	66	5'801'996.66
Électricité	2'480'000.-	3'400'000.-	5'880'000.-	5'525'000.-	79	4'400'624.12
Services industriels	7'985'000.-	14'600'000.-	22'585'000.-	22'136'000.-	236	18'562'457.79

Le montant de fr. 18'562'457.79 n'est pas définitif. En effet, certains chantiers ne seront achevés qu'en 1999, voire en 2000. Les raisons principales expliquant la prolongation de certains sous-crédits sur plusieurs années sont les suivantes :

- les travaux correspondant à des demandes de sous-crédits formulées en fin d'année ne peuvent, bien évidemment, être achevés que l'année suivante ;
- certains chantiers, en raison de leur taille ou des conditions de travail rencontrées sur le terrain, peuvent s'étaler sur plusieurs années ;
- lorsque les travaux à mettre en œuvre impliquent le concours de plusieurs administrations (État, communes, Swisscom, etc.), il n'est pas rare que ceux-ci soient ajournés pour une raison propre à l'une ou l'autre des collectivités ;
- enfin, le retard apporté dans la construction de bâtiments ou lotissements oblige les SI à repousser les travaux prévus pour leur alimentation.

Au vu des explications susmentionnées, il apparaît que la direction des Services industriels ne peut que subir ces retards lorsqu'elle n'est pas elle-même le maître d'œuvre.

4. Évolution des extensions ordinaires depuis 1988

Les tableaux 1 à 3, en annexe, renseignent sur l'évolution des extensions ordinaires depuis 1988.

Le tableau 1 : "*Crédits accordés par le Conseil communal de 1988 à 1998*" récapitule les décisions de ce dernier durant cette période. Il permet notamment de constater une diminution d'env. 41% (de 28 à 16,4

millions de francs) du total des crédits accordés entre 1988 et 1998¹. Durant ce même laps de temps, l'inflation aura été de 28,7% et la hausse de l'indice zurichois du coût de la construction de 12,4%.

¹ Il faut cependant relever que le montant des crédits accordés en 1998 ne tient pas compte des 4'283'000 francs correspondant à la partie entretien des extensions ordinaires, portée au budget de fonctionnement des services du gaz et des eaux.

Le tableau 2 : "*Dépenses brutes et recettes de 1988 à 1997*" récapitule sous lettre a) les dépenses d'investissements effectuées grâce aux crédits accordés par votre Conseil selon le tableau 1. Comme expliqué sous chapitre 3, certains chantiers peuvent s'étaler sur plusieurs années et, par conséquent, les dépenses annuelles mentionnées pour chaque réseau sont la récapitulation des investissements réalisés sur un ou plusieurs crédits.

Ce tableau permet de constater une diminution de 61% (de 27,3 à 10,6 millions de francs) du total des dépenses brutes entre 1988 et 1997. Durant ces dix ans, l'inflation aura été de 28,6% et la hausse de l'indice zurichois du coût de la construction de 12,9%.

Ces dépenses brutes sont atténuées par des recettes d'investissements (voir sous lettre b) provenant des taxes de raccordement et finances d'équipement encaissées auprès des abonnés SI au titre de participation aux frais d'installations.

Le tableau 3 : "*Longueur des réseaux et ventes d'eau et d'énergies de 1988 à 1997*" permet de suivre l'évolution des différents réseaux des SI ainsi que de leurs ventes.

5. Extensions ordinaires 1999

L'ouverture ou non des chantiers d'extension est tributaire des décisions prises par les différents services des SI, la direction de la Sécurité sociale et de l'environnement par son service d'assainissement, les communes alimentées en énergies, l'État de Vaud et Swisscom.

Les facteurs qui influenceront sur les décisions en 1999 sont les suivants :

- les différents programmes des administrations et des entreprises privées relatifs aux travaux de fouilles à exécuter ;
- l'avancement des études ;
- la disponibilité du personnel ;
- les modifications de tracés ;
- les demandes imprévisibles de raccordements d'immeubles ou de lotissements ;
- la réfection des chaussées.

La Municipalité sollicite de votre Conseil les crédits suivants, en précisant toutefois qu'elle renonce à présenter une liste exhaustive des chantiers prévus par chacun des services, sachant, par expérience et comme en font foi les explications ci-avant, qu'une planification détaillée serait très aléatoire.

Les budgets de distribution de 1999 du gaz et de l'eau tiennent compte du transfert de la partie entretien des extensions ordinaires au budget de fonctionnement, à raison de fr. 3'108'000.– pour le gaz et fr. 2'430'000.– pour l'eau.

Selon le vœu exprimé par la Commission permanente des finances, les extensions de l'éclairage public figurent dorénavant dans ce crédit-cadre.

Service du gaz et du chauffage à distance

fr.

Réseau de distribution du gaz

Pose de nouvelles canalisations :

- à Lausanne	145'000.-
- hors Lausanne	3'755'000.-
Conduite principale de transport haute pression	1'000'000.-
Total	4'900'000.-

Réseau du chauffage urbain

fr.

- Rue St-Pierre – Rue de la Paix (2 ^{ème} étape)	50'000.-
- Rue de la Borde 52	80'000.-
- Rue Caroline 16	50'000.-
- Rue des Côtes-de-Montbenon Jazz	112'000.-
- Gare Lausanne-Ouchy	39'000.-
- Avenue de la Dôle 23	25'000.-
- Chemin de Montelly 13	30'000.-
- Rue Sainte-Beuve 1-9 – Rue Marterey 50-52	100'000.-
- Place de la Cathédrale 6	35'000.-
- Rue Pierre-Viret 2	35'000.-
- Collège du Belvédère (2 ^{ème} étape)	405'000.-
- Malley Centre	80'000.-
- Avenue du Grey – Chemin des Grandes-Roches	500'000.-
- Magesi – Bourdonnette 2	300'000.-
- Chemin de Verdonnet 18	15'000.-
- Renouvellement de conduites	250'000.-
- Réfections – pose de tapis	50'000.-
- Achats d'armatures	150'000.-
- Raccordements imprévus	394'000.-
Total	2'700'000.-

Service des eaux

fr.

fr.

Réseaux de distribution

Remplacement de canalisations :

- à Lausanne	1'250'000.-	
- hors Lausanne	1'810'000.-	3'060'000.-

Pose de nouvelles canalisations :

- à Lausanne	40'000.-
--------------------	----------

Total

3'100'000.-

Service de l'électricité	fr.	fr.
<i>1) Réseaux de distribution</i>		
Réseau de Saint-Maurice		
- Extension du réseau moyenne tension et des postes de transformation		90'000.-
Réseau de Lausanne		
- Construction et adaptation de postes de transformation (bâtiments)	280'000.-	
- Extension des réseaux moyenne et basse tensions Lausanne et hors Lausanne sur les communes alimentées au détail	2'330'000.-	
- Équipement et raccordement moyenne et basse tensions des postes de transformation	1'390'000.-	
- Extension et remplacement du réseau de l'éclairage public	<u>610'000.-</u>	<u>4'610'000.-</u>
Total		<u><u>4'700'000.-</u></u>
<i>2) Réseau de télécommunication</i>		
Équipement d'éléments actifs		<u><u>300'000.-</u></u>

Selon la demande de la Commission permanente des finances dans son rapport d'examen du préavis des extensions ordinaires 1998, nous faisons apparaître ci-dessous la distinction entre les dépenses liées au développement ou à l'entretien des infrastructures.

Développement des infrastructures :	fr. 7'725'000.-
Entretien des infrastructures :	<u>fr. 7'975'000.-</u>
Total	<u><u>fr. 15'700'000.-</u></u>

Le montant du crédit nécessaire à la réalisation de ces extensions figure au plan des investissements des années 1999 à 2002 pour une somme de 15,7 millions de francs.

6. Conclusions

Vu ce qui précède, nous vous prions, Madame la présidente, Mesdames et Messieurs, de bien vouloir prendre les résolutions suivantes :

Le Conseil communal de Lausanne,

vu le préavis n° 63 de la Municipalité, du 8 octobre 1998 ;

ouï le rapport de la Commission permanente des finances qui a examiné cette affaire ;

considérant que cet objet a été porté à l'ordre du jour,

décide :

- d'allouer à la Municipalité un crédit d'investissement du patrimoine administratif de 15'700'000 francs pour couvrir les frais de remplacement et d'extension des réseaux ordinaires des Services industriels, somme à porter au débit des comptes suivants du bilan :

Distribution :	fr.
Réseau du service du gaz	4'900'000.–
Réseau du chauffage urbain	2'700'000.–
Réseau du service des eaux	3'100'000.–
Réseaux du service de l'électricité	4'700'000.–
Réseau de télécommunication	300'000.–
Total	<u>15'700'000.–</u>

- d'autoriser la Municipalité à enregistrer les charges d'intérêts et d'amortissements y relatives, calculées en fonction des dépenses réelles.

Au nom de la Municipalité :

Le syndic :
Jean-Jacques Schilt

Le secrétaire :
François Pasche